

# Le parti du Premier ministre sortant Andrius Kubilius paie le prix de la rigueur et la gauche remporte les élections législatives en Lituanie

Comme prévu par les enquêtes d'opinion, les forces de gauche sont arrivées en tête au 1er tour des élections législatives qui se sont déroulées le 14 octobre en Lituanie. Mais, contrairement à ce qu'indiquaient les sondages, c'est le Parti du travail (DP), créée en 2003 par le milliardaire Viktor Ouspaskitch, qui est arrivé en tête du scrutin avec 19,67% des suffrages (17 sièges). Selon les résultats officiels, il a devancé le Parti social-démocrate (LSP), dirigé par Algirdas Butkevicius, qui a recueilli 18,44% des voix (15 sièges). L'Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK) du Premier ministre sortant, Andrius Kubilius, a obtenu 15,02% des suffrages (13 sièges).

La Voie du courage (DK), fondée par l'ancienne juge Neringa Venckiene à la suite d'un scandale pédophile qui a affecté sa nièce Deimante Kedynte, a recueilli 7,94% des suffrages et aura donc 7 sièges dans le prochain Seimas, chambre unique du Parlement. Neringa Venckiene a mené campagne en dénonçant les nombreux dysfonctionnements du système politique. Pour l'ordre et la justice (TT), parti populiste de droite dirigé par l'ancien Président de la République (2003-2004) Rolandas Paksas, a recueilli 7,33% des suffrages (6 sièges). Le Mouvement libéral (LRLS) d'Eligijus Masiulis, membre du gouvernement sortant, a recueilli 8,55 % des voix.

Conduit par Waldemar Tomaszewski, l'Action électorale polonaise (LLRA), parti créé en 1994 et représentant la minorité polonaise de Lituanie, a obtenu 5,81% des voix.

La participation s'est élevée à 52,82%.

## Résultats du 1er tour des élections législatives du 14 octobre 2012 en Lituanie

Participation : 52%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages recueillis
Parti du travail (DP)	19,87
Parti social-démocrate (LSP)	18,44
Union de la patrie-Conservateurs (TS-LK)	15,02
Mouvement libéral (LRLS)	8,55
Voie du courage (DK)	7,94
Pour l'ordre et la justice (TT)	7,33
Action électorale polonaise (LLRA)	5,81
Action électorale polonaise (LLRA)	4,79

Source : [http://www.vrk.lt/2012\\_seimo\\_rinkimai/output\\_lt/rezultatai\\_daugiamand\\_apygardose/rezultatai\\_daugiamand\\_dose1turas.html](http://www.vrk.lt/2012_seimo_rinkimai/output_lt/rezultatai_daugiamand_apygardose/rezultatai_daugiamand_dose1turas.html)

Le Parti du travail et le Parti social-démocrate devraient former la prochaine coalition gouvernementale, peut-être avec l'aide du parti de Rolandas Paksas, Pour l'ordre et la justice. « *C'est un parti d'opposition au parlement et nous avons déjà travaillé ensemble* » a indiqué le leader social-démocrate Algirdas Butklevicius, qui a ajouté « *Nous avons besoin d'une solide majorité, faute de quoi pendant la crise, notre action risque d'être de courte durée* ».

Les forces de gauche ont promis d'augmenter le salaire minimum à 1 509 litas (437 €) – il est actuellement de 850 litas – et de revenir à un impôt sur le revenu progressif (la Lituanie possède un impôt à taux unique – flat tax – de 15% pour la TVA, l'impôt sur le revenu et celui sur les sociétés). « *Si le marché du travail n'évolue pas, il pourrait y avoir des conflits sociaux cet hiver, les prix du chauffage augmentant* » avait averti Algirdas Butklevicius.

Les partis de gauche sont également en faveur d'une remise à plat des relations avec la Russie et envisagent d'engager une action en justice contre la compagnie russe Gazprom qui, selon eux, fournit à la Lituanie du gaz à un prix trop élevé.

Le Premier ministre sortant Andrius Kubilius a certainement payé le prix de la politique d'austérité qu'il a mis en place pour lutter contre la crise économique qui a fortement affecté la Lituanie (le PIB national s'est contracté de 15% en 2009). Si le pays a retrouvé le chemin de la croissance, il reste que les salaires et les pensions de retraite ont fortement baissé. Le taux de chômage s'élève à 13%. Le soutien des Premiers ministres estonien, Andrus Ansip (Parti de la réforme, ER), et letton, Valdis Dombrovskis (Vienotoba, V, Unité), n'auront pas suffi à Andrius Kubilius, qui reste le premier chef de gouvernement à avoir accompli, en dépit d'un contexte économique extrêmement difficile, un mandat complet depuis que la Lituanie a recouvré son indépendance en 1991, pour conserver le pouvoir.

Les Litvaniens étaient également appelés le 14 octobre à se prononcer par référendum sur le projet de construction d'une future centrale nucléaire à

Visaginas. Ce projet associe les Etats voisins, la Lettonie (à hauteur de 20%) et l'Estonie (22%), la Pologne s'étant retiré du projet en décembre 2011. La Lituanie y participera à hauteur de 30%. La centrale possèdera une capacité de 1 300 mégawatts et devrait être opérationnelle entre 2020 et 2022. Selon le gouvernement sortant, la construction de cette centrale devrait faire baisser le prix de revient de l'électricité à 50 € le mégawattheure. L'Association lituanienne du chauffage urbain a publié un rapport dans lequel elle a annoncé que la facture de chauffage serait sans doute, l'hiver prochain, la plus élevée de l'histoire du pays. La Lituanie importe 60% de son électricité et 80% de l'ensemble de son énergie.

Plus de six électeurs sur dix (62,71%) ont rejeté le projet de centrale nucléaire à Visaginas. Un tiers (34,76%) ont répondu «oui» à la question : «Etes-vous favorable à la construction d'une nouvelle centrale nucléaire en République de Lituanie ?». La participation a dépassé le seuil de 50% (52,48% exactement), le référendum est donc valide. Si celui-ci était uniquement consultatif, il sera cependant difficile pour le prochain gouvernement de ne pas tenir compte dans l'avenir du vote des Litvaniens sur le sujet.

Les partis de l'opposition étaient en désaccord sur le vote au référendum. Les sociaux-démocrates avaient appelé à se prononcer pour le « non » tandis que Viktor Ouspaskitch s'était, à l'inverse, déclaré en faveur de la construction de la nouvelle centrale si la Lettonie et l'Estonie se joignaient au projet. « *Nous sommes pour l'énergie nucléaire. Comme économiste, je peux dire que ce qui m'importe, c'est la valeur de ce projet. Je pense que si un groupe de travail avait été formé d'économistes, d'hommes politiques et de personnes qui ont des connaissances et des compétences pour évaluer un tel projet, nous ne serions pas obligés de tenir aujourd'hui un référendum* » a précisé Algirdas Butklevicius.

« *Nous allons attendre le 2e tour. Les sociaux-démocrates ont en général de bons résultats au 2e tour* » a indiqué Viktor Ouspaskitch. Il faut en effet

patienter jusqu'au 28 octobre prochain pour disposer des résultats complets des élections législatives. Le 2e tour n'a jamais, précédemment, véritablement modifié les résultats du 1er tour. « Le 2e tour peut avoir une incidence sur le nombre final des mandats mais je serais très surpris si une autre coalition que celle unissant les trois partis d'opposition (Parti du tra-

vail, Parti social-démocrate et Pour l'ordre et la justice) était formée » a déclaré Kestutis Girnius, politologue de l'université de Vilnius. « Ces partis ont coopéré dans l'opposition et il serait très compliqué pour elles de travailler avec les conservateurs ou les libéraux. Pour le moment, il est difficile de savoir si elles auront besoin de faire appel à de plus petits partis » a-t-il précisé.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :  
[www.robert-schuman.eu](http://www.robert-schuman.eu)

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

---

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.